

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

11 janvier 2020

PROTECTION DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES - (N° 2478)

Retiré

**AMENDEMENT**

N° CL123

présenté par

Mme Tamarelle-Verhaeghe, M. Lénaïck Adam, M. Anato, Mme Bagarry, M. Besson-Moreau, Mme Bessot Ballot, M. Blanchet, Mme Bono-Vandorme, Mme Bourguignon, M. Cabaré, Mme Cazarian, Mme Cazebonne, M. Cesarini, Mme Chalas, M. Chalumeau, Mme Chapelier, Mme Charrière, M. Chiche, M. Da Silva, Mme Dufeu, Mme Françoise Dumas, Mme Dupont, Mme Faure-Muntian, Mme Fontenel-Personne, Mme Givernet, Mme Goulet, M. Gouttefarde, Mme Granjus, Mme Hérin, M. Kasbarian, M. Kerlogot, Mme Khattabi, Mme Khedher, Mme Lardet, Mme Le Feu, Mme Lenne, Mme Limon, M. Maillard, M. Maire, M. Masségli, Mme Mauborgne, Mme Mirallès, Mme O'Petit, M. Perea, M. Perrot, Mme Pitollat, Mme Provendier, Mme Racon-Bouzon, M. Rebeyrotte, Mme Robert, Mme Rossi, Mme Sarles, M. Sommer, Mme Sylla, M. Testé, Mme Thomas, Mme Toutut-Picard, Mme Trisse, M. Vignal et Mme Wonner

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 11, insérer l'article suivant:**

Après l'article 222-14-3 du code pénal, il est inséré un article 222-14-4 ainsi rédigé :

« Art. 222-14-4. – Le fait d'exposer un mineur à des violences commises sur le conjoint, le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité est puni des peines prévues au *b* des articles 222-8, 222-10, 222-12 et 222-13. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement propose de reconnaître les mineurs exposés aux violences conjugales comme victimes directes de ces violences.

Aujourd'hui, l'enfant n'est pas reconnu comme victime des violences commises sur l'un de ses parents et auxquelles il est exposé. Comme le souligne le Centre Hubertine Auclert dans son rapport de 2017, les violences psychologiques reconnues sur mineur sont généralement des brimades, humiliations, menaces des parents et non une exposition aux violences conjugales<sup>1</sup>. Et le rapport précité le précise : « concernant les violences conjugales, si les enfants ne sont pas directement ciblés, ils ne peuvent ni demander une réparation directe de préjudice en lien avec l'infraction, ni se constituer partie civile et être reconnus comme victimes au sens juridique du terme ». Sur le plan

pénal, sauf s'il est lui-même victime de violences, l'enfant ne peut être considéré comme victime des violences dans le couple.

Or, l'exposition de l'enfant aux violences conjugales est indéniablement un mauvais traitement qui lui est infligé directement. En témoigne le changement de terminologie dans l'élaboration des politiques publiques ces dernières années : la notion d'enfant « témoin » de violences conjugales était d'abord utilisée pour arriver, dans le dernier plan triennal à la reconnaissance des enfants comme « victimes »<sup>2</sup>. En témoigne également la recherche, qui nous informe particulièrement sur les conséquences de long terme pour les enfants de l'exposition aux violences conjugales, qu'il s'agisse d'un syndrome de stress post-traumatique, d'effets négatifs dans le développement de l'enfant (cognitif, émotionnel, en santé) ou de problèmes de conduite. Enfin, parmi les annonces du 3 septembre 2019 ouvrant le Grenelle des violences conjugales, on trouve la possibilité pour le juge pénal de suspendre ou aménager l'exercice de l'autorité parentale. Ainsi réaffirme-t-on, au nom d'une transgression de l'autorité parentale en ceci qu'elle n'est plus un pouvoir subordonné à l'intérêt de l'enfant, que le conjoint violent instaure bien un rapport de domination, une asymétrie, dont l'autre conjoint mais aussi l'enfant sont les victimes.

[1] Mieux protéger et accompagner les enfants co-victimes des violences conjugales, Centre Hubertine Auclert, 2017

[2] Les enfants témoins de violences sont des victimes », 5e plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes 2017-2019 (p. 3)